

Chômage : l'embellie peut-elle durer ?



Le taux de chômage est de 8,1 %, son plus bas niveau depuis 2008. La promesse d'Emmanuel Macron d'arriver à 7 % en 2022 apparaît désormais réaliste. Mais dans certains territoires où le chômage est faible, les entreprises peinent à recruter (ici, la société Valorex, à Fougères). Page 5

Saint-Valentin : dites-le avec des fleurs françaises



C'est la fête des amoureux et des roses. En France, 90 % des fleurs coupées sont importées, notamment d'Amérique latine (photo). Page 4

Bac : les lycéens notés sur leur éloquence au Grand oral



Le ministère de l'Éducation a levé le voile sur cette nouvelle épreuve, qui sera inaugurée par les élèves de terminale en juin 2021. Page 3

Les Irakiennes veulent la révolution

Des centaines de femmes ont manifesté, hier, à Bagdad, épice de la contestation qui dure depuis quatre mois et demi. Leur cible : le leader chiite Moqtada Sadr, un temps soutien des protestataires, qui veut interdire les défilés mixtes.



Page 2

Cinéma : démission choc aux César

À quinze jours de la prochaine cérémonie, la direction des César a annoncé, hier soir, sa « démission collective ». Elle fait face à une crise sur fond de dénonciation de l'opacité de la gestion de l'académie et la polémique Polanski.



En Cultures

René Guy Cadou, une vie de poésie

« J'écris comme je parle, en plein vent, et tiens à ce qu'on m'entende. Parle-moi du vin clair qu'on boit sans qu'on s'en aperçoive [...] », écrivait-il en 1943. Né il y a 100 ans, René Guy Cadou formait avec Hélène un couple de poètes à (re)découvrir.



En Cultures

Point de vue

par François Heisbourg (1)

Force nucléaire : non-dit européen

Tout président de la V^e République livre au moins une fois pendant son mandat ses réflexions sur les perspectives de notre dissuasion nucléaire. Cet exercice est généralement empreint de solennité vu la gravité du sujet : la dissuasion repose sur la capacité et la volonté d'un homme, le Président, de tuer des millions d'êtres humains pour le cas où nos intérêts vitaux seraient menacés. Le 7 février, est venu le tour d'Emmanuel Macron de décrire sa vision.

Rien à redire sur la forme, d'un classicisme rassurant. Sur le fond, comme ses prédécesseurs, le Président a dit en quoi la dissuasion nucléaire doit changer face à l'évolution du contexte stratégique. Chirac en avait redessiné les contours après la guerre froide, Sarkozy avait parlé menace iranienne et non-prolifération, Macron était attendu sur le rôle européen de notre force de dissuasion, puisqu'il avait évoqué trois mois plus tôt dans une interview fracassante à la revue britannique *The Economist* une Europe « au bord d'un précipice » et une « Otan en mort cérébrale », le tout sur toile de fond d'une Amérique sur le départ, une Russie agressive et une Chine qui montre les crocs... S'y ajoutait le « teasing » de Macron à Varsovie le lundi avant son discours, promettant

d'évoquer les « procédures et modalités » de l'aspect européen de notre dissuasion.

Certes, la bonne nouvelle, c'est que le Président n'a pas fermé la porte à une vocation européenne de notre dissuasion. Il a proposé que nos alliés européens assistent à des exercices nucléaires français et s'associent à des discussions sur la dissuasion. Le ton était positif, chaleureux. Il a également évité de prendre nos partenaires par surprise comme il l'avait fait dans *The Economist*.

L'Europe à la dérive

La moins bonne nouvelle, c'est qu'il n'a pas non plus ouvert de porte : les formules employées sur la dimension européenne de la dissuasion ne marquent pas d'innovation par rapport à celles qui ont été prononcées sous Pompidou, Giscard et Mitterrand, et sont restées en deçà de la tentative sans lendemain d'entrer dans une « dissuasion concertée » avec nos alliés européens lancée par Chirac en 1995. La relative timidité du discours d'Emmanuel Macron a cependant une explication simple, dont la mésaventure de 1995 donne la clé : ce n'est pas la France qui refuse une dissuasion européenne, mais les Européens, et spécialement l'Allema-

gne, qui ne sont pas prêts à prendre ce visage stratégique. La grande coalition qui gouverne l'Allemagne est politiquement paralysée et incapable d'ouvrir un débat nucléaire face à une opinion qui rejette l'atome sous toutes ses formes. Plus largement, la crainte est vive que l'Amérique de Trump réagisse mal à une européanisation de la dissuasion. Or, face à la Russie, Polonais et Nordiques préfèrent la réalité du parapluie américain à la virtualité du nucléaire européen.

Peut-être Emmanuel Macron donnera-t-il un ton plus européen aux propos qu'il tiendra lors de la conférence de sécurité de Munich, le 15 février. Mais si tel est le cas, il risque de faire subir à notre pays le même type de revers qu'en 1995. Mieux vaut avancer à pas de loup, donc ?

Hélas, même cela pose problème. Lorsque l'Allemagne aura peut-être un gouvernement plus libre de ses mouvements vers 2021, il est malheureusement à parier que la France sera à son tour paralysée par le début de la campagne électorale de 2022. Pendant ce temps, notre environnement stratégique continuera de se durcir. L'Europe est à la dérive.

(1) Conseiller spécial, Fondation pour la recherche stratégique.

Le soir, on vous sert l'info sur un plateau !

Téléchargez l'appli, c'est gratuit !

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

L'info plus proche | ouest france